



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale  
Meurthe-et-Moselle / Meuse**  
Division de Nancy

Nancy, le 18 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NANCYPORT**

Port de Frouard  
54390 FROUARD

Référence : AN/NW/321\_2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2022 dans l'établissement NANCYPORT implanté Port de Frouard 54390 FROUARD. L'inspection a été annoncée le 02/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NANCYPORT
- Port de Frouard 54390 FROUARD
- Code AIOT dans GUN : 0006200202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- —Non IED - MTD

La société NANCYPORT est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1999-317 du 14 octobre 1999 modifié à exploiter des installations de transit, manutention et stockage de matières combustibles (charbon et papier) et minérales (sel, carbonate de sodium) dans l'enceinte du port public de Frouard.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- régularisation de la situation administrative

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Régularisation de la situation	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
Mesures de prévention	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 097 tonnes de déchets d'hydroxyde d'aluminium provenant des Pays-Bas sont en transit sur le port public de Frouard exploité par la société NANCYPORT. Le transfert transfrontalier de ces déchets est jugé illicite, les déchets étant classés comme déchets dangereux. Il a été demandé à la société NANCYPORT d'immobiliser et de mettre en sécurité les déchets en cause sur son site portuaire de Frouard dans l'attente de leur gestion en conformité avec la réglementation européenne relative au transfert transfrontalier de déchets. Toutefois afin de régulariser la situation au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de déposer auprès de l'autorité administrative une demande d'autorisation environnementale qui comprendra une évaluation environnementale. Des mesures conservatoires sont édictées en attendant la régularisation de la situation.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régularisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NANCYPORT, dont le siège est situé Port de Frouard à Frouard (54390), autorisée à exploiter à la même adresse des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers, qui exploite également une installation de transit de déchets d'hydroxyde d'aluminium sans l'avoir portée à la connaissance de l'autorité administrative, est mise en demeure de porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement en se positionnant d'une part sur le caractère substantiel de la modification et d'autre part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale.</p> <p><b>Constats :</b> Le 2 juillet 2021, l'exploitant a déposé une demande d'examen au cas par cas, suite à l'injonction préfectorale du 18 juin 2021, en vue de la régularisation de la situation administrative de l'activité de stockage et de transit de 2 097 tonnes de déchets d'hydroxyde d'aluminium sur sa plateforme multimodale de transport de marchandises. Par courriel du 27 septembre 2021, l'exploitant a transmis au préfet les résultats de l'analyse de dangerosité qui conclut que les déchets d'hydroxyde d'aluminium prélevés sont considérés comme dangereux. Au regard des éléments fournis par l'exploitant dans son porter à connaissance, les déchets d'hydroxyde d'aluminium étant caractérisés comme déchets dangereux, la modification est qualifiée de substantielle et la régularisation consiste à déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale, avec évaluation environnementale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, mesures de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les mesures nécessaires pour prévenir les dangers pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement liés au stockage temporaire de déchets d'hydroxyde d'aluminium (étanchéité des sols ; capacité de l'aire d'entreposage à recueillir les eaux et matières répandues ; couverture des déchets lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer leur dégradation rendant plus difficile leur valorisation ou leur élimination ou d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie, etc...).
<b>Constats :</b> Les déchets d'hydroxyde d'aluminium, stockés à l'extérieur sur des plateformes étanches sont recouverts par des bâches de protection imperméables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Régularisation de la situation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régularisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre I <sup>er</sup> .
<b>Constats :</b> Les déchets d'hydroxyde d'aluminium (2 097 t), caractérisés comme déchets dangereux par l'exploitant, étant toujours présents sur le site le 7 février 2022 et aucune reprise par la société néerlandaise n'étant actée à cours terme, l'exploitant doit, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement régulariser la situation administrative de cette installation au titre des installations classées. Cette régularisation consiste à déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale, avec évaluation environnementale, au titre des rubriques 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux, conformément à l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (projet de catégorie 1-a).
<b>Observations :</b> Le transfert de 2 097 tonnes de déchets d'hydroxyde d'aluminium depuis les Pays-Bas vers la France ayant été jugé illicite, le pôle national des transferts transfrontaliers de déchets (PNTTD) intervient actuellement auprès de l'autorité compétente d'expédition au sujet de la reprise de ces déchets par la société néerlandaise qui a transféré les déchets, au titre de l'article 24 du règlement européen n° 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets.  Par courrier du 13 janvier 2022, l'exploitant a informé l'autorité administrative qu'il ne souhaite pas déposer de demande d'autorisation environnementale au titre de la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux), considérant en particulier que cette nouvelle activité est en contradiction avec la mission générale de service du Port public. L'exploitant considère que l'évacuation et le traitement dans une installation autorisée de ces déchets doivent être pris en charge par le producteur belge des déchets et/ou le négociant néerlandais. L'exploitant ajoute qu'il ne lui est juridiquement pas possible d'évacuer ces déchets, puisqu'ils ne lui appartiennent pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier